



# CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO

E-E54347

VALABLE JUSQU'AU 22/06/2027

ÉDITÉ LE

17/06/2026

## SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 02/11/2004

Forme juridique : SAS

Capital : DEPUIS LE 29/08/2023  
100 000

Raison sociale : SETO

Sigle : SETO

CHEMIN DE CORMARANCHE  
01110 PLATEAU D'HAUTEVILLE

Registre du commerce ou répertoire des métiers :  
RC BOURG-EN-BRESSE 2004B40176 479290215000

Téléphone : 04 74 40 04 36

Fax :

Portable : 06 88 38 46 04

Siret : 479 290 215 00017

Code NACE : 4322B

Numéro caisse de congés payés : 4302189

Site Internet :

E-mail : [compta@seto-enr.fr](mailto:compta@seto-enr.fr)

Assurance Responsabilité Travaux :

MMA IARD 148267971

Responsabilité légale :

PROGRESS INVEST (880 777 149) / TIG IOAN OCTAVIAN DIRECTEUR GÉNÉRAL

Assurance Responsabilité Civile :

MMA IARD 148267971

Situation fiscale et sociale : A jour au 31/08/2025

Effectif moyen : 63

Tranche de classification : EFF4

## QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
5112	Installation de plomberie sanitaire dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m <sup>2</sup> sans surpresseur Mention RGE	26/03/2024
5213	Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m <sup>2</sup> Mention RGE	09/06/2026
5312	Installation de VMC dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m <sup>2</sup> Mention RGE	09/06/2026

## Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
o Chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz	17/09/2024
o Radiateurs électriques, dont régulation.	17/09/2024
o Ventilation mécanique	17/09/2024

\* ou du plus récent renouvellement

LE PRÉSIDENT  
DE QUALIBAT

Gérard SÉNIOR

SIGNATURE  
DU TITULAIRE



La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.